

N°
49

Supplément à
La lettre d'information
du

5 FF.

Comité Stop-Nogent-sur-Seine

Juillet. Août 1990

ISSN 0996-5572

Bulletin du Réseau pour un Avenir Sans Nucléaire n° 22

Assemblée Générale du réseau pour un avenir sans nucléaire

Dimanche 9 décembre à 10h30
A l'A.E.P.P., 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris
Mo Luxembourg, Odéon ou Mabillon

Ordre du jour :

- . Tour des comités présents
- . Bilan financier et du fonctionnement du réseau
- . Quel fonctionnement ? Comment resserrer nos relations et comment progresser vers une meilleure coordination au niveau national ?
- . Les projets de constitution d'un réseau européen : nature, intérêt, objectifs...
- . Divers

Les Assemblées Générales sont ouvertes à tous.
Seuls les adhérents peuvent voter.

Au sommaire de ce bulletin :

- . Actions, initiatives...
- . Fiche technique
- . International
- . Les sommaires
- . Divers

La lettre d'information du Comité Stop-Nogent/s Dir de public. : Claude Boyer, Imprim. et photocomp. par nos soins.
Abonnement : 1an/12 n° = 50FF. (gratuit pour les chômeurs et étudiants adhérents du comité) CPPAP n° AS 71349
Courrier : Comité Stop-Nogent/s chez Nature et Progrès, 14 rue des Goncourt, 75011 Paris
Tel : 48 76 32 37, demander Claude ou Gilles Adhésion / 50 F. / an minimum
Réunions : les 1er et 3ème jeudis de chaque mois à 19 heures à l'A.E.P.P. 46 rue de Vaugirard 75006 Paris M° Luxembourg

Actions, initiatives

Congrès des nucléocrates à Lyon

Il a été l'occasion d'une intense propagande nucléaire. Lyon essaie à cette occasion de se positionner comme pôle nucléaire : plusieurs centaines d'ingénieurs travaillent pour le S.E.P.T.E.N. (Service études et projets thermiques et nucléaires), le C.N.I.P.E. (Centre national ingénierie du parc d'exploitation) et au C.L.I. (Centre lyonnais d'ingénierie), dépendant du pôle Equipement d'E.D.F. Lyon. Ce salon, qui a lieu tous les quatre ans, se tenait jusque là en Suisse, mais les nucléocrates ont préféré fuir la contestation trop active qu'ils devaient y affronter. En 1982, il s'est tenu à Bâle, ce qui a donné un coup de fouet au mouvement anti-nucléaire local. Il s'est donc déplacé en 1986 à Genève, ce qui a été l'occasion de la naissance de "Contratom", toujours actif aujourd'hui, notamment contre Superphénix. Les congressistes avaient été contestés jusque sous les fenêtres de leur hôtel. Ils sont venus poursuivre leurs affaires plus tranquillement dans le pays européen qui manifeste le plus d'obstination dans la poursuite du programme nucléaire. Comme l'a déclaré le manager de l'opération, M. Feuz, : "les gouvernements sont obligés de prendre en compte les lubies des électeurs"...

Le samedi 22 septembre, une manifestation convoquée par "Tournons la page!" a réuni environ 800 personnes. Un autre collectif, plus virulent, y était particulièrement nombreux : le collectif "court-circuitons!". Le pari n'était pas évident : la dernière manifestation lyonnaise contre Superphénix avait rassemblé une cinquantaine de personnes. En outre, le Collectif a organisé durant le week-end deux conférences-débat, l'une sur Tchernobyl avec des députés soviétiques et Michèle Rivasi¹, l'autre intitulée "des scénarii énergétiques pour un avenir soutenable" avec l'INESTENE et une conférence de presse. Deux courts-métrages ukrainiens sur Tchernobyl, très forts, ont été projetés plusieurs fois, "Microfon" et "Sarcophage".

Après les initiatives du week-end, le congrès a également été perturbé pendant la semaine. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, quatre militants de "Tournons la page!" ont escaladé le relais TDF de Fourvière et déployé un calicot "stop au nucléaire". Le G.I.P.N. est intervenu. Des fausses lettres EDF ont été distribuées dans le 6ème arrondissement de Lyon, proposant un service pilote de sécurité et la construction d'abris anti-nucléaires... Un bus qui fonctionne au gaz est resté plusieurs jours place Bellecour.

Ce week-end a également été l'occasion pour les militants anti-nucléaires de se rencontrer entre les Comité Malville de Lyon et d'Annecy, Stop-Golfech, Stop-Nogent, le C.S.F.R., Wise-Paris, Contratom (Suisse), des Verts et des L.C.R.. Il y a été question d'un réseau européen pour la diffusion de l'information et la coordination d'actions communes. Olivier de Marcellus (Contratom) y a diffusé un "plaidoyer pour une organisation antinucléaire internationale" qui sera disponible à l'Assemblée Générale du réseau pour un avenir sans nucléaire. Le W.W.F. serait ouvert au financement d'un permanent, et l'A.P.A.G. l'appuierait avec la nécessité d'un objectif plus global. Les participants étaient divisés sur la question. Elle devra être discutée en Assemblée Générale. Une nouvelle réunion européenne devrait avoir lieu en Alsace en janvier-février.

Tournons la page, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, " 78 93 06 99.

Colloque international sur les effets des essais nucléaires

Organisé par Stop-essais!, il aura lieu les 1er et 2 décembre à l'Université Paris-Créteil à Créteil. Il fait suite au jeûne international d'interpellation pour l'arrêt des essais nucléaires dans le monde. Au programme : les conséquences sanitaires et médicales (Dr Rosalie Bertell, Michèle Rivasi, Dr Franck Feuilhade, Bruno Barrillot, Jean Chesneaux) et les résistances locales aux essais nucléaires et leurs conséquences politiques, militaires,

¹ Nous vous résumons plus loin l'intervention de cette dernière

économiques et sociales (représentants du Nevada, du Kazakhstan, polynésiens et français). Samedi de 9h à 18h30, dimanche de 9h30 à 17h.
L'inscription coûte 150F minimum.

Par ailleurs, le mouvement "Nevada-Semipalatinsk" organise une action internationale qui devrait se traduire par une tournée en Europe en novembre-décembre : projection de films (polygone, Nevada, Kara-Aoul, Amanate), exposition de photos, oeuvres d'enfants et meetings.

Stop essais!, Bonnetcombe, 122120 Comps Lagranville, " 65 74 13 40
ou à Paris Marc Sève, " 39.95 68 28 ou 39 60 42 52

Décharges radioactives de l'Essonne : le C.E.A. pris la main dans le sac

De 1956 à 1971, le centre du Bouchet (C.E.A.), situé à Vert-le-Petit-Itteville dans l'Essonne, traité des minerais uranifères et thorifères pour l'élaboration des combustibles des piles eau lourde Zoé à Fontenay-aux-Roses et EL2 à Saclay. Les résidus liquides des effluents furent rejetés par une canalisation dans un bac de décantation à l'air libre situé à Itteville, et les déchets solides — hydroxydes d'uranium - entassés dans des conditions douteuses à côté du bac de décantation.

Le centre fut rendu à son propriétaire, la S.N.P.E. (Société Nationale des Poudres et Explosifs) dans les années 70. Après traitement (les murs des locaux étaient jaunes d'oxyde d'uranium. Bonjour les cancers pour les travailleurs!), les terres contaminées furent entreposées dans une décharge à Montboucher dans l'Essonne, mélangées à des déchets ordinaires, ou servirent de remblais pour la construction de l'autoroute A7 à Longjumeau (Essonne). La décharge d'Itteville qui devait être rendue à la S.N.P.E. en 1979 est restée en l'état et quasiment sans surveillance. Le C.E.A. prétend pousser au bulldozer le hydroxydes dans le bassin de décantation et couvrir le tout d'une couche d'argile et de terre végétale.

Les écologistes locaux, informés par une fuite de la CFDT, ont effectué avec la CRII-Rad de prélèvements en Radon 222 (gaz rare descendant naturel de l'uranium 238). Les analyses ont révélé un point chaud à 10.000 Bq/m³ d'air (mesure intégrée sur 48h, donc une moyenne). Jusque là les analyses du C.E.A. ne révélaient que quelques centaines de Bq/m³. Une nouvelle série d'analyses du C.E.A. révèle aujourd'hui au-dessus du bassin de décantation des pointes à 27.000 Bq/m³.

Outre le discrédit que cette opération jette sur le C.E.A. et le S.C.P.R.I., elle apporte de l'eau au moulin des anti-nucléaires pour les autres sites. Le fond du bassin avait été recouvert d'une couche d'argile pour empêcher l'infiltration des éléments solubles (20g de radium 226 d'après le C.E.A.). Or le fait que l'on retrouve un point chaud à l'extérieur du site en proximité d'un ruisseau et les résultats d'analyses de prélèvements à cet endroit indiquent que le radium s'échappe du bassin et migre avec l'eau de la nappe phréatique vers le ru, ou qu'une partie remonte en surface par capillarité pour contaminer l'environnement. Or c'est précisément la solution de l'étanchéité réalisée par une couche d'argile qui est employée sur le site de Soullaines qui ouvrira en 1991 en relais du site de l'ANDRA à La Hague, saturé.

Signalons qu'à Ballancourt, à 200 mètres de cette décharge, un lotissement de pavillon neufs vient d'être construit, sous les vents dominants. Aux beaux jours, les enfants de cette cité viennent pêcher et patauger dans le ru. La plainte déposée par les Verts Ile-de-France est en cours d'instruction. Il est important d'obtenir des autorités une expertise indépendante du site et un enlèvement de l'ensemble des déchets qu'il faudra reconditionner en fûts pour stockage dans un site approprié (coût estimé : 100.000 F). L'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, qui avait

¹ Prélèvements effectués par Stop-Nogent pour le compte des Verts-Ile-de-France et analysés par la CRII-Rad.

soutenu un temps le principe d'une commission mixte C.E.A.-CRII-Rad-N.P.R.B.¹, vient de faire volte-face : il a compris tardivement que le fait d'introduire un laboratoire étranger comme expert équivalait à reconnaître officiellement que l'on ne pouvait faire confiance aux experts français (S.C.P.R.I.).

Dans la foulée, ces actions ont permis de mettre à jour une autre décharge dans l'Essonne à Saint-Aubin à côté de Saclay. Les résidus de traitement avaient été stockés dans des futs en béton placés sur une dalle de béton de 100 mètres sur 20, à l'air libre, au bout d'un chemin forestier qui jouxte le CNRS de Gyf-s/-Yvette en contrebas, et un centre aéré. Les futs se sont fissurés et ont laissé échapper une partie de leur contenu. A la fin des années 70, le C.E.A. a réparé les fûts et les a évacués vers La Hague. La dalle de béton a été retirée (destination ?).

Les journalistes du "Parisien" et quelques kamikazes se sont introduits sur le site et ont effectué des prélèvements de terre surfacique, lesquels ont été analysés par la CRII-Rad et l'Université de Brême (R.F.A.) : 2600 Bq/Kg de contamination surfacique en transuraniens, soit plus que sur un prélèvement effectué cette année à Tchernobyl à 120 mètres du sarcophage. Le maire de la commune de Saint-Aubin, ancien du C.E.A. comme beaucoup de ses administrés qui sont salariés du C.E.A. Saclay (c'est la plus grosse entreprise des environs) a organisé le 27 octobre un pique-nique sur le site : 20 personnes...

Par ailleurs, le C.E.A. vient de rendre public un rapport de son inspecteur général, R. Lallement concernant les autres sites douteux, à savoir :

- mine du Bauzot (stockage de combustibles irradiés) ;
- Attila (La Hague) : plutonium en fosse ;
- Cadarache : combustibles en tranchée, entreposage de déchets dans la piscine de l'ancienne pile Pegase, reconditionnement de combustibles UNGG, futur site pour les déchets du Bouchet actuellement stockés à La Hague, et Cascad pour les déchets d'EL4 et Caramel ;
- Saclay : citernes de solvant contaminées, stockage d'eau lourde tritiée en provenance de Brennilis et des U.S.A., déchets de ORIS, et les cathédrales (utilisation de blocs de déchets faiblement radioactifs) pour la construction de hangars ;
- Fontenay-aux-Roses : ancienne usine de plutonium ;
- Travaux en cours mesurables sur des installations démantelées à Grenoble et Pierrelatte ;
- Déchets en fosse à Saclay, Fontenay-aux-Roses, Grenoble, Cadarache et Marcoule.

Il recense également les installations en cours de démantèlement ou à démanteler à Marcoule², Grenoble³, Cadarache⁴, dans la Région Parisienne⁵, à La Hague⁶ et à Bandol⁷, ainsi que des déchets médicaux et industriels.

Claude Boyer. Stop-Nogent.

¹ Equivalent anglais du S.C.P.R.I.

² G2-G3

³ Melusine

⁴ Rapsodie

⁵ RM2 à Fontenay-aux-Roses, Pierre-et-Marie-Curie à Arcueil, chemin du radium à Gif-s/-Yvette (des habitations sont construites sur l'ancien site).

⁶ AT1 et Elan 2B

⁷ Production de radium

Nogent-sur-Seine

Fête à Nogent les 26 et 27 octobre :

Lors de cette fête, la Commission Locale d'Information avait organisé des stands sur la radioprotection en cas d'accident avec E.D.F., le S.C.P.R.I., etc..., des conférences, et diffusé des plaquettes sur la conduite à tenir en cas d'accident. Il n'y avait personne à ces stands et les plaquettes distribuées ont contribué à faire naître l'inquiétude dans la population. Stop-Nogent et Provins-Ecologie ont profité de l'occasion pour distribuer 3.000 tracts¹ qui ont été très appréciés par la population... et par FR3 Champagne-Ardenne. Pour mémoire lors d'une manifestation du comité à Nogent en 88, la population fermait ses volets sur notre passage. Nous assistons donc à un retournement de l'opinion publique locale. Le Comité Stop-Nogent et Provins-Ecologie ont demandé à la municipalité de Nogent d'organiser un débat public contradictoire E.D.F./Stop-Nogent. La réponse doit être donnée début novembre.

Commission d'enquête de la Ville de Paris :

Elle a été mise en place cette année à la demande de J. L. Vidal, conseiller Verts de Paris après qu'il ait diffusé largement dans le conseil le "rapport Tanguy". Les auditions se poursuivent. Il s'agit en fait officiellement d'une délégation à l'information. Le 11 novembre, la CRII-Rad, le G.S.I.E.N. et Stop-Nogent seront auditionnés. Cette commission nous a permis d'obtenir copie du très volumineux point zéro radioécologique avec les protocoles² : enfin ! Elle a d'autre part mis en évidence que les deux bâtiments réacteur se sont enfoncés de 30 cm dans le sol, nécessitant le découpage du béton entre les bâtiments réacteurs et les bâtiments annexes nucléaires, avec reprise des joints et de soudures des tuyauteries de vapeurs entre générateurs de vapeur et turbine. Mais bien des points restent encore dans l'ombre.

Divers :

La présidente de la Commission Locale d'Information, Mme Barouin, vient de donner sa démission.

L'office parlementaire a demandé à Stop-Nogent un rapport sur la Commission Locale d'Information et sur la transparence.

L'action du Comité en juillet 89 sur la radioactivité de l'eau de Seine a fait peser le doute sur les contrôles officiels. Il en résulte qu'un coûteux matériel vient d'être acheté par l'Agence Financière de Bassin Seine-Normandie et les producteurs d'eau potable, géré par le C.R.E.C.E.P. (centre dépendant de la Ville de Paris), qui devrait rentrer en service début 91 : il s'agit d'une chaîne spectro-gamma et β total au seuil de 8 Bq/l. Ce matériel rendra les producteurs d'eau techniquement indépendants du S.C.P.R.I. et du C.E.A. pour le contrôle de la radioactivité de la Seine et de l'eau potable. Mais seront-ils transparents ?

Comité Stop-Nogent, c/o Nature et Progrès, 14 rue des Goncourt, 75011 Paris.

Golfech

Stop-Golfech a lancé une souscription pour une analyse régulière de la radioactivité dans les algues et sédiments de la Garonne et en soutien à "Vivre sans le danger nucléaire à Golfech". Ils ont également lancé une pétition (appel pour que nos élus prennent leur responsabilités) pour exiger la mise en place d'un système de surveillance de la radioactivité qui doit être relié à un laboratoire indépendant, la création d'un

¹ Nogent compte 5000 habitants.

² Les protocoles indiquent ce qui a été prélevé, et surtout comment, pour pouvoir ensuite établir des comparaisons sérieuses. C'est souvent ce qu'il y a de plus difficile à obtenir.

commission de gestion quadripartite de ce système (élus, scientifiques, administration, associations) et la publication régulière dans la presse et auprès des municipalités des mesures et études faites par cet organisme avec affichage public et visible.

N°CCP 1588 41 X Bordeaux. Indiquer la date, nom et adresse, tel., la somme, s'il s'agit d'un chèque ou d'espèces.

Vivre Sans le Danger Nucléaire à Golfech, B.P. 343, 47008 Agen.

Irradiation des aliments

Une campagne est lancée à ce sujet par "planète état d'alerte". Elle a pour objectifs :

- . l'information du consommateur sur cette technique,
- . faire respecter immédiatement la réglementation en matière d'étiquetage des produits irradiés,
- . que des études fiables soient réalisées dès maintenant et par des organismes réellement indépendants des promoteurs de cette technique,
- . que la décision prise par le Parlement Européen soit appliquée par la France dès maintenant.

On assiste au développement de cette technique (multiplication des installations et des autorisations de traitement). Pourtant aucune information sur cette technique n'est donnée au consommateur et les industriels ne respectent pas les normes d'étiquetage.

Le commerce des marchandises irradiées est régi par un décret du 8 mai 1970, modifié en ce qui concerne l'étiquetage le 7 décembre 1984. La technique d'irradiation est utilisée pour prévenir la germination des pommes de terre, oignons, aulx, échalotes (doses de 0,05 à 0,15 kGy¹), éliminer les insectes et certains vers parasites des céréales, fruits et légumes secs, viandes (0,15 à 3kGy), allonger la durée de conservation des fruits et légumes frais (0,7 à 3 kGy), sur des viandes prédécoupées et séparées mécaniquement, poissons et crustacés (2 à 5 kGy), pour traiter des charcuteries, semi-conserves, plats cuisinés, épices, aromates, gommes et autres additifs alimentaires (5 à 10 kGy). La dose maximale admissible pour les aliments destinés à l'alimentation humaine est de 10 kGy. L'irradiation permet la mise en oeuvre industrielle de certains produits nouveaux, entre autres les aliments que l'on classe dans la "4ème gamme", ces produits dits "frais" car ils en conservent l'apparence.

L'irradiation consiste à soumettre ces aliments à des rayonnements gamma (Co60 ou Cs137), des rayons X ou des faisceaux d'électrons accélérés. Cette technique entraîne la création de composés chimiques nouveaux (par exemple, les bas morceaux de poulet changent très fortement de goût) dont on ne connaît pas encore l'effet sur l'organisme humain. Les installations d'irradiation ne produisent pas de déchets radioactifs, la réglementation ne les autorise d'ailleurs pas à en rejeter ni à en stocker. Les plus puissantes (plus de 100.000 curies) sont cependant classées installations nucléaires de base.

Le Parlement Européen a adopté en octobre 89 une résolution interdisant le traitement des denrées alimentaires par irradiation, sauf dérogations qui concernent les épices, condiments et herbes aromatiques séchées.

"Planète état d'alerte" fournit dans son dossier une carte de France des installations d'irradiation (6 en fonctionnement et 7 en projet).

"Planète état d'alerte", BP 311, 47008 Agen CEDEX, " 53 47 49 64, Fax 53 66 93 64.

Ils éditent une brochure sur l'irradiation des aliments qui peut leur être commandée.

¹ Gy : Gray. Le Gray est la dose de rayonnement qui absorbée par 1 kg de matière lui communique une énergie de 1 joule.

Coordination nationale contre les déchets

Elle comprend deux représentants de chaque site. Les associations représentées sont l'CIAD et le GRANIT pour les Deux-Sèvres, la CADSA pour le Maine-et-Loire, Bresse-Cocagn pour l'Ain et le CAPA pour l'Aisne. Rappelons qu'un moratoire d'un an a été annoncé en février dernier (la fin approche...) et que le dossier a été confié au Collège de Prévention des Risques Technologiques et à l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques. Le premier organisme a bien sûr confirmé l'avis de l'ANDRA à quelques nuances près. Le second a envoyé un député rencontrer la population...

Un livre de 72 pages, illustré d'une soixantaine de photos, retrace les trois ans d'opposition sur le site du Segréen, en particulier la véritable guérilla qui a été menée pour empêcher les premiers travaux de l'ANDRA après l'arrivée des gardes mobiles le 13 décembre 1990. Il s'intitule "Droits de l'homme, droits de la terre. Chronique des gens du schiste". Il peut être commandé au GRANIT.

Une manifestation a été organisée par le CAPA et les "Verts" à Reims le 27 octobre. Elle réunit une centaine de personnes dont plus de la moitié venue de l'Aisne.

Secrétariat de la coordination nationale : c/o Christophe Béalu, La Fresnaie, 79300 Noirterre. " 49 6 36 60.

GRANIT : L'Ardivelle, 79200, Châtillon s/ Thouet. Pour le livre, chèque de 90 F (70 F + 20 F de frais de port).

Il peut également être commandé à J. Chauveau, moulin de Clairouin, 79160, Fenioux.

Le Comité "Irradiés de tous les pays, unissons-nous!" a distribué un tract très critique envers la coordination et les diverses associations sous le titre "le moratoire, l'écologie du marché et la lutte antinucléaire" à Neuvy-Bouin le 2 septembre : "Quand il n'est plus question d'opposition résolue à l'enfouissement, mais de solutions d'attente, de multiplication de petits sites de surface, la possibilité prend corps qu'un jour de interlocuteurs "responsables" échangent, dans l'anesthésie générale, une filière bloquée contre un site de déchets écologiquement surveillé. Les oppositions locales ont pu penser qu'elles resteraient maîtresses de leur lutte en s'en prenant seulement aux déchets. La question n'est plus tant de savoir si elles ont eu raison ou tort, mais de constater qu'elles sont désormais placées devant l'alternative de remettre en cause la totalité du nucléaire, et faire en sorte que leurs représentants soient élus et contrôlés sur ce programme-là, ou de céder pas à pas devant les impératifs de la raison d'Etat."

Comité "Irradiés de tous les pays, unissons-nous!", B.P. 3, 93301 Aubervilliers Cedex.

Epernay

La MJC avait organisé un débat, "Nucléaire, mythe et réalité", où étaient invités des nucléocrates (Cogné, Tanguy, Nemot...) et des contestataires (Raymond Sene du GSIEN Didier Hervo des "Verts"). Des anti-nucléaires ont fortement perturbé cette réunion appliquant le slogan, "le nucléaire... c'est de la merde", ils ont répandu sur la scène un liquide marron et malodorant... obligeant les responsables de la M.J.C. à tout nettoyer ! Les ingénieurs, médecins, responsables de sécurité à E.D.F. invités au débat se souviendront d'Epernay... Un tract reprenant ce slogan a ensuite été distribué à la manifestation de Reims (cf. ci-dessus) par l'"Egrogore".

Transmis par "Egrogore", BP 1213, 51058 Reims Cedex.

Fiche technique

Synthèse de l'intervention du Michèle Rivasi lors du débat de "Tournons la page!"

Michèle Rivasi, du laboratoire indépendant de la CRII-Rad, a remis les pendules à l'heure pour ce qui est "du niveau réel de surveillance des centrales nucléaires". Un Tchernobyl ou un "Three Mile Island" pourrait tout-à-fait s'y produire. Pour illustrer son propos, elle a pris l'exemple de ce qui s'est passé sur trois sites où la CRII-Rad est intervenue.

- A Fessenheim, sur la demande du Conseil Général, la CRII-Rad a réclamé auprès de la centrale les relevés de rejets radioactifs depuis son démarrage. Son directeur, M. Bonnet, a répondu qu'il n'en était pas question et que de toutes manières il n'avait pas fait la synthèse des chiffres. Ce n'est que six mois plus tard, grâce à l'insistance des élus et du Ministère de l'Industrie, que les résultats ont été enfin obtenus. Ces derniers ont révélé deux choses : premièrement, **pendant six ans**, l'exploitant n'avait pas fait les mesures de rejets radioactifs gazeux (ex. : Cobalt 58, 59, Césium 139, ...); deuxièmement, certains radioéléments de rejets liquides n'avaient pas été mesurés et d'autres avaient été sous-estimés d'un facteur 3¹. Tout ceci était frauduleux car la réglementation les obligeait à faire ces relevés et à les communiquer aux autorités de sûreté. Ainsi E.D.F. était hors-la-loi, le S.C.S.I.N.², autorité de sûreté, n'avait rien dit et était donc aussi directement en cause. Les élus ont alors pris peur et demandé de ne pas le communiquer à la presse. Où l'on voit que l'exploitant fait ce que bon lui semble.

- A Nogent, au moment où la CRII-Rad, sur la demande du comité Stop-Nogent, a fait des analyses et a découvert un taux anormal de Cobalt 58 (qui implique une corrosion du réacteur), les publications du Ministère de la Santé mentionnaient à ce propos : "aucune activité significative". Lorsque la CRII-Rad a demandé au S.C.S.I.N. s'ils étaient au courant, celui-ci n'en avait absolument pas connaissance et a renvoyé la balle en disant que cela concernait le S.C.P.R.I. Ainsi, en France, le système de sûreté est complètement séparé entre les S.C.P.R.I. (surveillance des radiations) et le S.C.S.I.N. (surveillance des centrales). Entre les deux, pas de communication.

- A Creys-Malville, lorsque le Comité Malville a demandé à la CRII-Rad une étude pour connaître la pollution radioactive dans l'environnement, on s'est aperçu que le S.C.P.R.I. n'avait pas effectué de mesures concernant le Césium 134 au moment de Tchernobyl. Il s'agit ici d'incompétence de la part de cet organisme.

Enfin, en cas d'accident en France, le niveau d'intervention, c'est-à-dire la quantité maximum de radioactivité au niveau du sol et de l'air à partir de laquelle les gens sont évacués, est tenu secret. La CRII-Rad s'est vu refuser leur communication alors que les ministères allemand et anglais les ont communiqués. Michèle Rivasi a conclu en insistant sur l'importance des contre-pouvoirs et des contre-expertises. Sans oublier l'indispensable prise de conscience des élus et de la population vis-à-vis des dangers du nucléaire, prise de conscience qui ne peut pas aller sans une attitude critique vis-à-vis de l'information officielle.

Elisabeth.

¹ En français, environ divisés par 3.

² Service Central de Surveillance des Installations Nucléaires

International

Ökomeia'90

Festival international des films écologiques à Freiburg (R.F.A.), du 1er au 4 novembre.

Congrès des citoyens pour un cessez-le-feu nucléaire

Il a eu lieu à Alma-Ata, au Kazakhstan, fin mai 90. Cette république de 15 million d'habitants se considère comme la victime des tests nucléaires effectués sur son territoire depuis 40 ans. Le Polygone des essais se trouve à 250 à 300 km de trois villes importantes. Les premiers essais se sont effectués dans l'atmosphère jusqu'en 1963, les plus récents ont été faits à une faible profondeur sous terre, 500 m environ, on voit le haut de la colline se soulever comme un chapeau, laissant échapper des nuages de fumée sombre. Les essais ont été arrêtés en octobre 1989, après un mouvement important, notamment le mouvement "Nevada-Semipalatinsk". Les mineurs ont menacé de se mettre immédiatement en grève s'ils reprenaient, et le Soviet Suprême du Kazakhstan a voté la fermeture du Polygone. Les délégués réunis à ce congrès (300 étrangers, 350 soviétiques) ont demandé la fermeture de tous les polygones sur terre.

Ils se sont transformés en alliance antinucléaire mondiale de citoyens et de parlementaires "Nevada-Semipalatinsk-Mururoa". Toute organisation ou groupe peut être membre de l'alliance à condition qu'il emploie des méthodes non-violentes. Un conseil de coordination doit être élu, il est prévu la création d'un fonds pour les victimes des essais nucléaires, ainsi que d'une commission étudiant les conséquences sur l'homme et la nature de la production et des essais nucléaires. Une résolution "demande au Conseil d'intervenir auprès des gouvernements britannique et français et de leur exprimer ses préoccupations quant à l'absence de dispositions relatives à l'octroi d'une compensation adéquate à ces personnes".

Pologne

"Je préfère être..." ("Wole byc..." en polonais) est un mouvement écologique-pacifique créé par hasard en 1984 après une série d'articles sur l'environnement dans un hebdomadaire polonais destiné à la jeunesse. Des lecteurs avaient écrit, ils voulaient en savoir plus et rencontrer d'autres gens. Dès le départ, ils refusaient les structures hiérarchiques formalisées (cartes de membres et autres).

2000 personnes ont alors participé à diverses actions dans les différentes régions pour s'occuper ensemble des mêmes problèmes : économiques, sociologiques, moraux. Ils ont organisé des manifestations et des actions directes : expositions, visites d'usine, fermeture d'une école primaire, mouvement de protestation avec une grève de la faim de 21 jours contre la localisation d'une centrale nucléaire à Zarnowiec à 30 km de Gdansk. Des informations récentes indiquent qu'il y aurait un projet de reprise de la construction de la centrale nucléaire par la société française CEGELEC. Cette situation entraînera à nouveau des protestations.

Plusieurs de ces actions ont été réprimées et les participants ont subi des entraves à la bonne poursuite de leur scolarité (ils ont en majorité entre 14 et 24 ans). Chaque année début février et mi-août, des participants de ce mouvement venant de toute la Pologne et des sympathisants de Suède, RFA, Lituanie, Hollande se rencontrent dans des camps.

Les derniers projets :

- . continuation des actions directes contre la construction de la centrale nucléaire Zarnowiec
- . continuation du développement d'un réseau d'information : création d'un journal alternatif "Wole byc"
- . création d'un "centre échange positif" dans un petit village au sud de la Pologne.

Krzysztof Wojda, Ul. Wilenska 23/6, 03-414 Warszawa, Pologne. " (19) (4822) 180.150, après 21h30 en anglais.

Suisse

La votation du 23 septembre n'a été qu'un demi-succès. Les Suisses ont adopté un moratoire de 10 ans sur le nucléaire à une majorité de 54,6%. Mais ils ont rejeté la proposition de développement d'énergies alternatives et surtout l'abandon progressif de l'énergie atomique à 52,9%. Les cinq centrales nucléaires suisses continueront d'assurer 40% de la production totale d'énergie, mais aucune autre centrale ne sera construite d'ici l'an 2000.

Quelques sommaires

Info-uranium

N° 45 - Juillet-août 90

Numéro spécial réglementation minière : les recherches minières, l'exploitation minière, les installations annexes, sites classés, réserves naturelles et parcs, lexique, bibliographie.

N° 46 - Septembre-octobre 90

- . Nucléaire et uranium : perspectives d'avenir (extraits du rapport Rouvillois)
 - . Revue de presse
 - . Nouvelles du nucléaire
 - . "Wordl uranium hearing" (audition mondiale sur l'uranium) à Copenhague, printemps 1991 : il donnera l'occasion aux peuples indigènes victimes de l'exploitation de l'uranium et des essais nucléaires de s'exprimer devant un auditoire constitué de personnalités internationales connues et engagées et d'un "conseil de scientifiques".
- Wordl Uranium Hearing e.V. Praterinsel 4, D-8000 MUNICH 22 (RFA). " (089) 2285924

Info-uranium, 7 rue de l'Auvergne, 12000 Rodez. " 65 42 20 07
Abonnement : 70F/an

Les réalités de l'écologie

n°14 - septembre 90

- . Des articles sur le T.G.V., la sécheresse, etc...
- . L'utilité du nucléaire, Maryse Arditi
- . Personne ne veut des déchets nucléaires (rassemblement de Neuvy-Bouin)

n°15 - octobre 90

- . Un interview de René Dumont, des articles sur les rapaces, les Pyrénées, Higelin, l'écologie humaine, les Pyrénées...
- . La Hague, poubelle nucléaire, Didier Anger
- . Dossier énergies renouvelables

Les réalités de l'écologie, BP 28, 82200 Moissac
Le numéro : 18 F. Abonnement : 150 F/an

Encyclopédie des nuisances

Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer. Cette brochure de 12 pages est une critique du mouvement écologiste actuel : écolocratie, absence de critique sociale...

Encyclopédie des Nuisances, B.P. 188, 75665 Paris Cedex 14. 10F.

Combat nature

n° 91. Novembre 1990

Comme toujours, de nombreux articles sur l'écologie (Marckolsheim, limitation des loisirs motorisés, agriculture, les pollutions domestiques (fours à micro-onde), rubrique politique, chronique juridique, international), de nombreuses annonces d'association, 1 solution des photopiles, Tchernobyl.

Combat-Nature, Revue des associations écologiques et de défense de l'environnement, B.P. 3046, 2400 Périgueux Cedex, " 53 08 29 01 et 53 08 39 17.

Le n° : 35 F. L'abonnement : 130F.

Divers

Course sacrée pour la terre et la vie- Europe 1990

La Course a continué son chemin vers Moscou après être partie de Londres le 6 août anniversaire d'Hiroshima, et avoir traversé la France du 8 au 14 août en passant par de lieux symboliques dont La Hague, Flamanville, Saint-Laurent-des-Eaux et Sissonne. Cette Course a permis aux participants (Indiens d'Amérique du Nord, Japonais et Européens) de sensibiliser le public sur le respect de la Terre: "C'est UN monde avec UN peuple (...). Nous n'héritons pas la Terre de nos ancêtres, nous ne faisons que l'emprunter à nos enfants. (Tom LABLANC). Respect de la Terre Mère qui est à la base de la spiritualité indienne.

Les Indiens savent ce que le nucléaire veut dire, des mines d'uranium (dont celle d'où a été extrait l'uranium ayant servi à fabriquer les bombes d'Hiroshima et Nagasaki) ainsi que des sites de stockage de déchets nucléaires se trouvent sur des réserves indiennes. D'autres problèmes écologiques s'y ajoutent dont des problèmes de pollution par les nitrates ou de détournement de rivières les privant d'eau. Les Japonais aussi savent ce que le nucléaire veut dire...

Le passage de la Course en France a permis aux participants de rencontrer aussi bien de militants (écologistes, Droits de l'Homme, pacifistes, etc...) que des élus (député européen et élus municipaux), mais surtout un public plus large. Espérons que leur message, qui situe l'Homme comme un élément de la Nature parmi les autres (animaux, plantes, eau, air) et qui doit vivre en harmonie avec eux, aura permis de créer chez les gens rencontrés en chemin un espace de réflexion sur notre façon d'être en relation avec le monde, avec la Terre et avec les êtres qui la peuplent.

Même si le programme chargé de la Course n'a pas permis des échanges sur des problèmes concrets, comme celui du nucléaire par exemple, les contacts établis entre les organisateurs dans les différents pays européens et les participants à la Course peuvent servir aujourd'hui à échanger informations et expériences et à créer des solidarités.

Course pour la Terre et la Vie c/o Dominique LEONARD
8, rue de Florence 75008 PARIS (1) 45 22 83 91

Porog

C'est le film qui fait suite au "Tocsin de Tchernobyl", du même cinéaste, M. Serguïenko. Porog signifie "le seuil", car c'est "le seuil entre le mensonge et la vérité, entre la vie et la mort..." Il a été interdit dix mois en Union Soviétique et reste peu diffusé. Il a été montré à Beaubourg. Actuellement, il n'y a pas de diffusion militante.

La constitution des années 1990

Comment réussir la démocratie par Nimbus, postface de Geneviève Coste.

A l'enseigne du philanthrope, 12 rue de Jouarre, 77240 Vert-Saint-Denis.

Pas de visa pour les déchets

Vers une solidarité Afrique/Europe en matière d'environnement

L'Afrique, fournisseur à bas prix de matières premières, marginalisée dans le domaine mondial et étranglée par la dette, va-t-elle de surcroît devenir la poubelle du Nord de la planète menacé par les excès d'un productivisme aveugle? Les trafiquants, bénéficiant des plus hautes complicités y compris des gouvernements — ou abusant de leur bonne foi —, ont profité du vide ou des faiblesses juridiques et de l'asphyxie financière qui font du continent une proie facile. Leur action est facilitée par l'état de non-démocratie qui empêche toute contestation organisée face à ces transactions conclues dans le plus grand secret. C'est dans ce contexte que se situe cet ouvrage, fruit d'une réflexion commune d'Africains et d'Européens (officiels, non gouvernementaux, élus, experts) persuadés que la recherche conjointe de solutions à cet aspect de la crise écologique qui nous frappe tous ne peut aboutir qu'à une remise en cause des rapports inégalitaires régissant notre monde.

Edition-Diffusion L'Harmattan, 7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris. " 43 54 79 10. 137 F.

Salon vivre et travailler autrement

Il se tiendra du 2 au 10 mars à l'espace Austerlitz (Paris 13ème). Un stand coûte 300 F du m² (minimum : 4,5 m²). Cette année, il n'y aura qu'une période (de l'agriculture biologique aux mouvements alternatifs).

Myriam Rebmeister, société SPAS, 25 av. Pierre 1er de Serbie, 75116 Paris, " 47 20 37 36, Telex 648.466.

Pour soutenir le réseau pour un avenir sans nucléaire

Abonnement au bulletin du réseau : 80F par an

Adhésion au réseau :

. individuelle: 110F par an (y compris l'abonnement)

. collective: 70F par an et par personne (y compris l'abonnement) (au moins 5 personnes)

Commande de la brochure "Sortir du nucléaire... un plus pour l'économie?" : 40 F

Une nouvelle brochure du réseau : Tchernobyl 1986-1990. Ces quelques pages ne prétendent pas constituer un bilan de la catastrophe de Tchernobyl, mais elles peuvent permettre de faire le point... C'est pendant de longues années encore qu'il faudra suivre attentivement, patiemment, les informations en provenance d'U.R.S.S., et d'ailleurs, telles que les medias voudront ou pourront les répercuter. Nous livrons ici l'état actuel de nos informations sur ce qui s'est passé et continue de se passer, à cause de Tchernobyl. Les données sont fragmentaires, parfois contradictoires, toujours inquiétantes, avec d'étranges zones de silence "contaminées par la désinformation". Certains, en U.R.S.S. et ailleurs ont intérêt à ce que la machine à mensonges continue à fonctionner. Restons sur nos gardes... **15 F**

Les dons sont naturellement bienvenus....

Chèques à l'ordre de "association pour un avenir sans nucléaire"

Réseau pour un Avenir Sans Nucléaire
19 rue Titon
75011 Paris